



Pas de trêve générale : Grève générale !

Préparons dès maintenant les batailles de demain



Tract n°5, 4 août 2024

L'année écoulée a été intense : plus longue grève de l'histoire de France contre une réforme des retraites, soulèvement de la jeunesse suite à l'exécution de Nahel, manifestations en soutien à la Palestine, combat contre la loi Darmanin, lutte pour l'indépendance de la Kanaky... sans compter les grèves quotidiennes pour des hausses de salaires.

La Macronie usée jusqu'à la corde, le RN en embuscade

Depuis 2022, les luttes se sont traduites, au niveau électoral, par une Assemblée Nationale « ingouvernable », sans majorité.

De graves attaques contre le statut de fonctionnaire et le code du travail devaient être mises en place dès l'automne 2023. En janvier 2024, nous apprenions que ces projets étaient repoussés à après les élections européennes et les J.O. Pourquoi ? Parce que nos adversaires craignent l'explosion sociale.

Quant au Rassemblement National, il se présente comme une alternative pour les travailleurs et travailleuses, mais à l'Assemblée Nationale, il s'est opposé à toutes les avancées sociales, notamment à toute augmentation du SMIC (ce qui n'est pas nouveau), mais aussi aux autres mesures favorables aux salarié.e.s, comme l'indexation des salaires sur les prix.

Le RN sorti très renforcé à l'Assemblée Nationale sera donc avant tout un allié de poids pour Macron et des LR dans leurs attaques de nos conquies sociaux.

Une trêve générale inadmissible !

Que font les directions syndicales nationales face à cette situation ? Dans ce dur combat entre les classes, ne faut-il pas profiter de la faiblesse de l'adversaire pour lui porter un coup décisif ?

Les directions syndicales ont-elles été à la hauteur, alors que les attaques, présentes, comme la réforme de l'assurance-chômage, ou à venir, comme la remise en cause du statut de fonctionnaire, pleuvaient ? Elles ont annoncé des mois à l'avance qu'elles participeraient à la « trêve olympique » avant et pendant les J.O. Pourquoi ne pas avoir au contraire profité de la situation, favorable, avec un patronat qui aurait sûrement lâché des hausses de salaire pérennes, et pas seulement des primes, pour que les J.O. se passent bien ?

Pour la grève générale et pour la reprise en main de nos syndicats par la base

Les travailleurs et travailleuses doivent impérativement faire cesser les reculs et imposer des mesures favorables à notre camp. L'histoire nous a appris que cela ne marchait qu'avec une grève générale, avec le blocage de l'économie capitaliste. Arrêtons le travail, toutes et tous ensemble, au même moment !

Bloquons le pays, frappons les capitalistes et leurs exécutants politiques là où il faut : au porte-monnaie, tout en redonnant confiance à notre classe.

Il y a à peine plus d'un an, il y avait des millions de manifestant.es, des grèves dans divers secteurs, des actions souvent audacieuses un peu partout. Beaucoup ont cru qu'on allait gagner. Mais la stratégie des directions syndicales, avec leurs sempiternelles journées d'action saute-mouton, a permis à Macron de s'imposer. Seule la grève générale, avec reconduction et blocage, aurait permis la victoire, avant et après le 49.3 !

Frapper fort, de façon déterminée, tou.tes ensemble, n'est hélas pas la politique des directions syndicales. C'est donc à nous, par notre détermination et notre auto-organisation, et en portant nos exigences au sein de nos syndicats, d'imposer à Sophie Binet, Marylise Léon et consorts de mettre les moyens matériels des appareils syndicaux au service des grévistes et de la grève. Il est temps que notre camp social arrache son dû !

L'exemple de la grève générale en Bolivie

Pendant que nous étions pris dans la crise politique en France, un processus très intéressant a eu lieu en Bolivie.

Le mercredi 26 juin 2024, une tentative de coup d'État militaire a eu lieu. Le jour même, la COB, la Centrale Ouvrière Bolivienne a appelé, non pas à voter, non pas à faire un jour de grève, mais à une grève illimitée, qui s'est traduite par des piquets de grève, des blocages de routes et des comités de vigilance.

Le lendemain, la COB a annoncé que la grève devait se poursuivre, et que toute la population devait converger à la capitale pour une grande manifestation en défense de la démocratie. Suite à cet appel, les militaires sont rentrés dans leurs casernes et les travailleurs et travailleuses ont obtenu des hausses de salaires. Même si le contexte est différent, l'exemple bolivien nous montre la puissance que peut avoir une grève annoncée comme illimitée. A quand en France ?

Des attaques sont à venir

Si cette année en France des attaques ont pu être repoussées, les capitalistes veulent toujours nous faire porter le poids de leur système économique. Ainsi, sont à l'ordre du jour : coupes drastiques dans les services publics (santé, éducation...) au nom du « remboursement de la dette », allongement de la durée de cotisation des retraites et passage à la capitalisation, destruction du statut de fonctionnaire et du code du travail. De dures attaques sont donc imminentes et nous devons nous y préparer.

Organisons-nous et préparons, dès maintenant, la lutte sur les revendications suivantes :

- **Retrait de la réforme des retraites imposée par Macron à coup de 49.3 en 2023, retour à 37,5 annuités et à la retraite à 60 ans !**
- **Augmentation du SMIC à 1600 euros et de tous les minima sociaux de 200 euros net !**
- **Des moyens pour les services publics : embauches massives de fonctionnaires dans l'Éducation, dans la Santé...**

Nous sommes le « **Courant de Lutte Transsyndical et Interprofessionnel, Ne tournons pas la page** », qui réunit des militant.e.s syndiqué.e.s de différents horizons et des activistes non-syndiqué.e.s. Nous nous sommes rencontré.e.s lors du mouvement des retraites de 2023, sur le constat que l'intersyndicale avait refusé de mener la lutte vers la victoire. Parce que les syndicats sont un outil précieux, nous ne voulons plus laisser les directions décider de l'avenir des luttes. C'est aux grévistes et aux militant.e.s, syndiqué.e.s ou non, d'en choisir les formes et la direction.

**Vous êtes en accord avec le contenu de ce tract ?
Regroupons nos forces, contactez-nous :**

Mail : netournonspaslapage@gmail.com

Facebook : Netournonspaslapage